

A propos de sa victoire électorale au Burundi et de l'avenir de son pays.

■ Vous venez d'être élu à la présidence du Burundi lors des premières élections démocratiques que le pays ait connues. Quelle est la signification de cette victoire ?

□ En nous l'accordant, le peuple du Burundi a surtout voulu sanctionner l'Uprona, l'extrême gauche qui est aux affaires depuis 1961 et est comptable de plusieurs des tragédies qui ont endeuillé notre pays. En outre, la population lui a fait grief de sa gestion désastreuse dans de nombreux secteurs. Cette sanction à l'encontre du parti a joué contre ceux qui se sont présentés en son nom. Notre victoire est aussi celle du changement, de l'aspiration à la démocratie. Elle exprime les attentes de tous ceux qui espèrent un renforcement de l'unité nationale, du respect des droits de l'homme, du développement économique du pays.

■ Comment comptez-vous collaborer avec les cadres de l'administration qui sont pour la plupart issus de l'Uprona ?

□ Je ne crois pas qu'il y aura des problèmes : nous n'allons pas mettre à la porte les fonctionnaires en place, ils travailleront avec le nouveau pouvoir, voilà tout. Nous veillerons évidemment à utiliser les compétences des gens en fonction. Les Burundais sont capables de s'adapter rapidement à des situations nouvelles. Quant à ceux qui ne seraient pas loyaux ou refuseraient le changement, ils devraient rechercher de nouvelles fonctions. Mais je n'envisage pas cette hypothèse.

■ Des sabotages, des résistances sont-ils possibles ?

□ Bien sûr, nous devons nous attendre à certains noyaux de résistance : un millier d'étudiants (sur un total de 5.000) ont déjà manifesté, quelques fonctionnaires ont exprimé leur mécontentement et affirmé que ce vote avait un caractère ethnique. Mais ces manifestations sont très marginales et, surtout, il apparaît que leurs auteurs se réfèrent à l'argument ethnique qu'ils dénoncent par ailleurs... Les habitants de la capitale, dans leur grande majorité, n'ont pas suivi ces quelques manifestants.

Melchior Ndadaye



Nouveau président du Burundi

■ Allez-vous, à l'instar du président sortant Buyoya, poursuivre une politique d'unité et de réconciliation nationales ?

□ Bien sûr, c'est notre objectif. Mais nous divergeons quelque peu sur la manière d'aborder ce problème. Le président Buyoya a grandement contribué à cette unité mais il l'a surtout défendue au niveau des slogans. Nous, au Frodebu, nous voulons créer les conditions pratiques pour que se renforce cette unité : rénover la justice, garantir les libertés individuelles, le respect des droits de l'homme, améliorer la gestion politique et économique du pays. Lutter contre toutes les exclusions, dans l'enseignement, dans l'administration. Il faut que l'unité se crée à partir de conditions objectives de réconciliation, d'égalité entre les citoyens.

■ Vous parlez de réconciliation dans un pays qui a été traumatisé par de nombreux massacres. Allez-vous poursuivre les coupables devant les tribunaux, exiger des sanctions, ou bien préférez-vous tourner la page ?

□ Je crois que mon gouvernement préférera décréter une amnistie générale : le passé aussi tragique soit-il, c'est le passé. Il faut éviter de réveiller les anciens traumatisés.

■ Comment envisagez-vous les relations avec l'armée ?

□ Les indices augurant d'une bonne collaboration se multiplient. J'ai confiance dans

l'armée du Burundi. Le peuple aussi a confiance dans sa bonne volonté. Nous allons tenter d'éviter les risques de dérapage, mettre en place une collaboration correcte. Vous savez, les tragédies du passé nous ont enseigné la prudence.

■ Comment jugez-vous l'attitude de votre prédécesseur, le président Buyoya ?

□ Je lui rends sincèrement hommage. De manière spontanée, il a sportivement accepté une défaite à laquelle il ne s'attendait cependant pas. En plus, il a immédiatement fait une déclaration solennelle demandant que nul ne fasse obstacle à la paix, que le calme soit respecté.

■ Qu'attendez-vous des pays amis et de la Belgique en particulier ?

□ Nous attendons des pays occidentaux un soutien politique et économique important. A l'égard de la Belgique, il nous reste encore à dissiper les doutes qui subsistent dans certains milieux qui craignent pour leurs intérêts. Nous attendons de la Belgique qu'elle manifeste concrètement son soutien à notre évolution politique, qu'elle renforce et réoriente sa coopération. C'est ainsi que nous souhaitons que la Belgique s'implique dans les réformes de l'agriculture que nous projetons, qu'elle nous aide en matière de développement rural, qu'elle nous assiste dans l'enseignement primaire et secondaire où nous prévoyons d'importantes réformes. Beaucoup de Burundais ont été formés en Belgique, cela devrait permettre de renforcer la coopération. Nous envisageons aussi de former une gendarmerie nationale, peut-être avec l'aide de votre pays.

Nous espérons aussi que les autres pays européens nous soutiendront et plaideront en notre faveur auprès du FMI, de la Banque mondiale. Nous sommes déjà engagés dans un programme d'ajustements structurels, mais nous considérons que les mesures à prendre doivent bénéficier à notre peuple et non le sanctionner. Nous espérons qu'il n'y aura pas de tarissement des aides financières, mais bien au contraire un renforcement de l'appui international qui soutiendra du même coup l'évolution démocratique de notre pays...

Propos recueillis
au téléphone par
COLETTE BRAECKMAN

Soir 7/6/93

He